

RSF 2013

Lors de la Journée mondiale de la liberté de la presse, **Reporters Sans Frontières** a publié une liste actualisée des 39 prédateurs de la liberté de l'information - présidents, politiciens, chefs religieux, milices et organisations criminelles qui censurent, emprisonnent, enlèvent, torturent et tuent des journalistes et des professionnels des médias. Puissants, dangereux et violents, ces prédateurs se considèrent au-dessus des lois.



"Ces prédateurs de la liberté de l'information sont responsables des pires exactions contre les médias et les journalistes de presse. Ils sont de plus en plus efficaces. En 2012, le niveau de violence contre les fournisseurs d'information a été sans précédent et un nombre record de journalistes ont été tués," a déclaré le secrétaire général de Reporters Sans frontières, **Christophe Deloire**.

"La Journée de la liberté de la presse mondiale, qui a été créée à l'initiative de RSF, et doit être utilisée pour rendre hommage à tous les journalistes, professionnels et amateurs, qui ont payé leur engagement de leur vie, de leur intégrité physique ou de leur liberté, mais également à dénoncer l'impunité dont jouissent ces prédateurs", a-t-il ajouté.

Le rapport cite le président azerbaïdjanais **Ilham Aliiev** parmi ces 39 'prédateurs mondiaux'. Aliiev n'est pas le seul responsable azerbaïdjanais cité, le président du parlement de la région autonome du Nakhitchevan, **Vasif Talibov**, fait également partie de la liste.

Extrait du [Rapport RSF 2013](#)

Malgré leur importante dispersion dans cette édition du classement mondial, la Moldavie (55ème), **l'Arménie** (74ème, gagne 3 places), la Géorgie (100ème) et le Kirghizstan (106ème) partagent un certain nombre de caractéristiques communes. Marqués par un pluralisme important et un faible degré de censure étatique, ces pays ont encore d'importants défis à relever en matière d'indépendance des médias et de climat de travail des journalistes. Souvent pris à partie dans des sociétés fortement polarisées, ces derniers restent la proie facile de divers groupes de pression.

La Turquie (154ème, recule de 6), dont l'importance sur l'échiquier politique s'est encore accrue du fait du conflit syrien, s'enfonce un peu plus dans le classement. Le pays est à ce jour la première prison au monde pour les journalistes, en particulier

ceux qui développent des vues critiques des autorités sur la question kurde.

La remontée de **l'Azerbaïdjan** (156ème, gagne 6) et du Belarus (157ème) n'a rien de vraiment réjouissant : elle ne correspond qu'à un retour partiel au statu quo ante, après une année 2011 marquée par la violente répression de mouvements de contestation. Par dizaines, interpellations et passages à tabac de journalistes avaient alors précipité ces dictatures vers les tréfonds du classement mondial. Mais l'horizon est loin de se dégager à l'ombre des ego démesurés d'Alexandre Loukachenko et d'Ilham Aliiev : journalistes indépendants et net citoyens courent toujours de grands risques en remplissant leur mission d'information. En Azerbaïdjan, l'étau se resserre sur ce qui reste de la presse d'opposition et plusieurs journalistes croupissent en prison, sans avoir été jugés, dans des conditions de détention déplorables. 2013 s'ouvre avec de nouvelles arrestations et brutalisations massives, qui promettent une nouvelle glissade du pays dans la prochaine édition du classement.

1 Finlande

2 Pays-Bas

3 Norvège

4 Luxembourg

5 Andorre

.....

74 Arménie

100 Géorgie

154 Turquie

156 Azerbaïdjan

.....

175 Somalie

176 Syrie

177 Turkménistan

178 Corée du Nord

179 Érythrée